

«On ne peut plus jouer les autruches» : face à l'extrême droite, le réveil du monde associatif

Nicolas Massol

Plus d'un an après la dissolution et le risque d'une victoire du RN, des organisations veulent s'engager plus franchement dans la lutte contre ses idées. D'autres, entre souci de «neutralité» et pressions politiques, hésitent.

L'expression revient régulièrement dans leur bouche : «*Le boulet n'est pas passé loin.*» Un an après la dissolution de l'Assemblée nationale et le mois de campagne législative qui a suivi, nombreux sont les acteurs du monde associatif à trembler encore. Comme tout le monde, ils ont bien cru voir l'extrême droite s'installer au pouvoir et leur avenir basculer dans l'inconnu. Même non politisées, leurs associations et les valeurs qu'elles portent ne risquaient-elles pas gros avec l'arrivée d'un Jordan Bardella à Matignon ? Echaudés par les exemples [des mairies Rassemblement national](#) (RN) et des pays ayant déjà mis en place [des formes de gouvernements illibéraux](#), les professionnels du secteur ont craint pour leurs libertés associatives. Que faire ? Pris entre leur ADN et la réserve que leur impose le fait de percevoir des subventions de l'Etat et des collectivités, tous n'ont pas adopté la même stratégie.

Mais plusieurs structures ont franchi le pas de l'engagement, à l'instar du Mouvement associatif, qui représente près de 20 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés. «*Parce que les associations prônent l'ouverture et la tolérance là où l'extrême droite revendique le repli sur soi. Parce que les associations sont des écoles de la démocratie là où l'extrême droite en est le fossoyeur. Les valeurs associatives sont incompatibles avec l'extrême droite*», écrivaient, le 16 juin 2024, près de 1500 organisations signataires du texte paru dans [la Tribune dimanche](#). Parmi elles, on retrouve des habituées de l'engagement, comme la Cimade, la Ligue des droits de l'homme ou France terre d'asile, dont l'objet s'oppose intrinsèquement aux idées xénophobes. Mais de petits nouveaux se sont joints à l'appel, moins coutumiers des tribunes politiques, comme Animafac, qui regroupe des associations étudiantes, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France ou la Ligue de l'enseignement.

A l'écart des mouvements partisans

«*On s'est dit qu'on ne pouvait plus se permettre de jouer les autruches, il fallait y aller aussi*, retrace Joséphine Delpeyrat, déléguée générale d'Animafac. *Cela a créé la surprise parmi les assos rattachées à notre réseau, certains se sont demandé : "Quelle est notre légitimité à dire aux gens quoi voter ?"* » Il a fallu faire de la pédagogie, expliquer en quoi l'extrême droite menaçait concrètement les libertés associatives sur les campus, notamment au nom de la lutte contre le «wokisme». «*Jusqu'à présent, il y avait une situation un peu confortable avec d'un côté les syndicats et les partis qui faisaient de la politique et les assos qui se tenaient à l'écart*, continue Joséphine Delpeyrat. *En 2017, notre réseau a eu peur de perdre ses subventions [si Marine Le Pen était élue], donc il y a eu une crispation et une absence de prise de position politique, alors qu'en 2012, nous avions clairement appelé à lutter contre les idées d'extrême droite. En 2022, nous n'avons pas appelé à battre Le Pen mais nous nous*

sommes mis d'accord pour ne pas envoyer nos plaidoyers aux élus d'extrême droite – c'était un début de repolitisation.»

Plus d'un an a passé depuis la dissolution. Le danger s'est éloigné, momentanément. Sous l'impulsion du Mouvement associatif, de la Ligue de l'enseignement et de son responsable des questions d'extrême droite, Yannick Hervé, plusieurs structures se réunissent régulièrement pour élaborer des actions communes, ne pas laisser retomber le soufflé. Ainsi, 32 structures associatives et syndicales se rassemblent désormais dans l'initiative «1001 territoires pour la fraternité», qui vise à décliner une série d'actions sur tout le territoire, d'abord à l'automne, puis au printemps, et ce jusqu'en 2027. S'y côtoient notamment la CGT, le Planning familial ou le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

«Notre objectif est clairement la présidentielle : on souhaite instaurer un climat dans la bataille culturelle face à l'extrême droite», annonce Yannick Hervé. Banquets citoyens, expositions, interventions dans les collèges, ateliers divers : les idées ne manquent pas, même si elles restent encore floues. Si les structures sont tombées d'accord sur la philosophie de leur action – se tenir à l'écart des mouvements partisans et offrir au public une contre-proposition à l'extrême droite plutôt qu'un discours de pure réaction contre le RN –, les modalités mettent du temps à prendre forme. Ou à descendre sur le terrain.

«Oxymore dangereux»

Car là où les fédérations et les réseaux regroupant les associations peuvent se permettre de prendre position, les petites structures se trouvent souvent à la merci des collectivités qui les subventionnent directement. C'est souvent le cas des centres socioculturels. *«On est grignotés par une partie de la droite et du centre qui remettent de plus en plus en cause nos libertés associatives : sous couvert de neutralité, on ne peut plus défendre ce qu'on est,* explique Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. *Or un centre social aseptisé, qui n'est plus ancré dans une volonté de promouvoir de la justice sociale, c'est inopérant.»*

Sur le terrain, la situation est souvent complexe. A Vienne, dans l'Isère, le club Léo-Lagrange a relayé un mail de sa fédération nationale à ses quelque 1100 adhérents appelant à faire barrage au RN au nom de ses valeurs d'éducation populaire. En représailles, le maire Les Républicains (LR) de la ville a taillé à la hache dans les subventions du centre, suivant une demande répétée d'un élu d'opposition RN. Historiquement proches du Parti socialiste – ils ont été créés en 1950 par un futur Premier ministre de Mitterrand, Pierre Mauroy –, les structures de la Fédération Léo-Lagrange sont emblématiques de ce monde associatif à cheval entre l'engagement et l'offre de service de loisirs. *«On est un gros opérateur de politiques publiques, on gère des maisons de retraite, des crèches, en même temps on milite... Ce n'est pas toujours évident de faire les deux»,* reconnaît Benjamin Mauduit, responsable du plaidoyer pour la Fédération.

Alors que faire ? Rester dans une position de neutralité en espérant continuer son action dans un contexte d'extrême droitisation du pays ? Ou assumer l'incompatibilité des projets, quitte à entrer en confrontation ? Pour certains, elle est inéluctable. *«La solidarité d'extrême droite est et sera toujours un oxymore dangereux»,* pose Mathilde Boulay, déléguée générale de l'Ascenseur, un collectif d'association œuvrant dans le secteur de l'égalité des chances. D'autant que la guerre est le plus souvent déclarée... par l'extrême droite.

Le rapport de force a changé

Depuis 2016, le maire RN de Hayange, en Moselle, mène une [bataille à coups de rabots de subventions et de vexations contre le Secours populaire](#). A l'Assemblée et dans les conseils régionaux, les élus frontistes mènent la charge contre le Planning familial, accusé de positions trop favorables aux personnes trans, ou contre SOS Méditerranée, qualifiée de «*passseur*». A Perpignan, ville gérée par le parti d'extrême droite depuis 2020, cette dernière association s'est vue refuser son stand au festival *Ida y Vuelta* organisé par la Casa musicale, un centre culturel dont les subsides proviennent essentiellement de la mairie.

Dans la ville catalane, le très rond Louis Aliot ne mène pas une guerre trop frontale aux associations engagées. Lesquelles, pour continuer à dispenser leur message, ont dû se réinventer. Depuis 2022, [SOS racisme y tient un festival, Nostre Mar \(«notre mer», en catalan\)](#), dont *Libération* est partenaire cette année. Son but, selon l'un de ses fondateurs, l'historien spécialiste de l'extrême droite Nicolas Lebourg, est de «*redonner de la hype à l'antiracisme*» tout en «*sortant de la polarisation*». L'idée est née après que la municipalité a organisé trois jours de commémoration du départ des pieds-noirs d'Algérie faisant la part belle aux réécritures colonialistes de l'histoire et aux figures de l'OAS. «*Plutôt que de faire une contre-manifestation – qui a d'ailleurs eu lieu –, on s'est dit : ils font une offre culturelle, soit. Faisons la nôtre, en plus joyeuse*», retrace l'universitaire, qui insiste sur le fait que les trois premières éditions n'ont pas parlé d'extrême droite.

Recréer un écosystème en fédérant le plus d'acteurs possibles, publics comme privés, tout en refusant la confrontation directe avec la municipalité : la méthode, séduisante sur le papier, reste dépendante de moyens financiers. Qui restent disponibles, dans un département (les Pyrénées-Orientales) et une région (l'Occitanie) encore à gauche. Un constat semble au moins partagé : le rapport de force a changé. «*On ne peut plus faire les contre-manifestations des années 1980-1990, on serait dans une forme de culpabilisation contre-productive*», estime Benjamin Mauduit, de la Fédération Léo-Lagrange. «*Ce n'est pas par l'anathème que l'on va convaincre qui que ce soit*, abonde Tarik Touahria. *Le combat contre l'extrême droite ne se fera qu'en créant des dynamiques et des espoirs collectifs. Sinon, on est foutus.*» Il n'y a plus qu'à.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)